



45, rue Kléber  
92300 LEVALLOIS- PERRET

# **Caisse des Règlements Pécuniaires effectués par les Avocats (CARPA) de Paris**

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

## **Caisse des Règlements Pécuniaires effectués par les Avocats (CARPA) de Paris**

Institution régie par les dispositions des articles 236 à 244 du décret du 27 novembre 1991

Cours des Avocats - 75017 Paris

# **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres du Comité de direction,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Comité de direction, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Caisse des Règlements Pécuniaires effectués par les Avocats (CARPA) de Paris relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

## **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03 exposées au paragraphe « Changement de réglementation comptable » de l'annexe des comptes annuels.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous avons pris connaissance des rapports de nos confrères dans le cadre des missions légales relatives :

- au maniement de fonds tels que prévus à l'article 241-2 du décret du 27 novembre 1991.
- à l'aide juridictionnelle telle que prévue aux articles 118 et 132-4 du décret du 19 décembre 1991.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Comité de direction.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président, le Secrétaire Général et le Trésorier.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

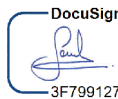
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois- Perret, 20 mai 2026

DocuSigned by:  
  
3F79912799714DE...

Yann SEMELIN

Associé

**CARPA**  
Maison des Avocats  
cours des avocats  
75017 Paris



# Etats Comptables et Fiscaux

31/12/2025



# Bilan et Compte de résultat



CARPA

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Edition du 22/04/26  
Devise d'édition EURO

BILAN ACTIF

	31/12/2025			31/12/2024
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
Frais d'établissement (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	3 818 110	1 993 941	1 824 169	2 578 796
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	33 048		33 048	462 169
Immobilisations corporelles				
Terrains	4 745 465		4 745 465	4 745 465
Constructions	15 024 567	8 780 003	6 244 563	6 381 621
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 354 634	1 285 854	68 780	43 158
Immobilisations corporelles en cours, Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations	41 478 166	932 863	40 545 303	42 858 528
Autres titres immobilisés	437 219 410		437 219 410	527 847 570
Prêts	230 968		230 968	214 366
Autres immobilisations financières	11 151 009	2 483 443	8 667 565	12 663 099
TOTAL II	515 055 376	15 476 105	499 579 271	597 794 773
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	666 025		666 025	1 033 569
Charges constatées d'avance	778 709		778 709	629 455
Valeurs mobilières de placement	2 128 003 992		2 128 003 992	2 171 650 986
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	43 570 349		43 570 349	69 674 033
TOTAL III	2 173 019 076		2 173 019 076	2 242 988 044
Frais d'émission des emprunts (IV)				12 509
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion Actif (VI)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	2 688 074 452	15 476 105	2 672 598 347	2 840 795 326

BILAN PASSIF

	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation	19 437 558	19 437 558
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	156 469 516	114 326 347
Autres		
Report à nouveau	32 921 547	36 718 606
Excédent ou déficit de l'exercice	31 814 082	38 346 110
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>240 642 704</b>	<b>208 828 622</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>240 642 704</b>	<b>208 828 622</b>
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>TOTAL II</b>		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	327 000	327 000
Provisions pour charges	335 164	452 804
<b>TOTAL III</b>	<b>662 164</b>	<b>779 804</b>
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 411 924 838	2 613 542 246
Emprunts et dettes financières diverses	201 851	5 306
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 488 395	3 413 451
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 996 817	1 934 570
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	13 681 579	12 291 327
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL IV</b>	<b>2 431 293 480</b>	<b>2 631 186 900</b>
Ecarts de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>2 672 598 347</b>	<b>2 840 795 326</b>



CARPA

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Edition du 22/04/26  
Devise d'édition EURO

## COMPTES DE RESULTAT EN LISTE

	31/12/2025	31/12/2024
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	567 472	538 044
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	124 050	857 110
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	1 712 606	1 645 182
<b>TOTAL I</b>	<b>2 404 129</b>	<b>3 040 336</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock march.		
Autres achats et charges externes	9 967 081	9 404 760
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	621 673	628 410
Salaires	4 262 435	4 171 953
Cotisations sociales	1 998 122	2 013 791
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 370 750	827 618
Dotations aux provisions	147 600	2 254 157
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	25 515 948	24 281 259
<b>TOTAL II</b>	<b>43 883 609</b>	<b>43 581 948</b>
<b>1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>(41 479 480)</b>	<b>(40 541 612)</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	7 648 647	6 632 895
Autres intérêts et produits assimilés	60 340 613	60 361 993
Reprises sur dépréciations et provisions	12 240	
Différences positives de change	61 761	226 120
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de v.m.p et instruments de trésor	5 551 533	11 973 681
<b>TOTAL III</b>	<b>73 614 793</b>	<b>79 194 689</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	12 509	22 670
Intérêts et charges assimilées	177 990	84 285
Différences négatives de change	128 860	201 424
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de v.m.p et instruments de trésor		
<b>TOTAL IV</b>	<b>319 359</b>	<b>308 379</b>
<b>2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>73 295 434</b>	<b>78 886 310</b>

CARPA

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Edition du 22/04/26  
Devise d'édition EURO

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	31/12/2025	31/12/2024
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS ( I - II + III - IV)	31 815 954	38 344 698
PRODUITS EXCEPTIONNELS		3 580
TOTAL V		3 580
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
TOTAL VI		3 580
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL ( V - VI)		
Participation des salariés aux résultats (VII) Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 872	2 168
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	76 018 922	82 238 605
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	44 204 840	43 892 495
EXCEDENT OU DEFICIT	31 814 082	38 346 110
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE Dons en nature Prestations en nature Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE Secours en nature Mises à disposition gratuite de biens Prestations en nature Personnel bénévole		
TOTAL		

# Annexe



# Faits marquants

CARPA

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Edition du 22/04/26

## Événements significatifs de l'exercice :

### 1) Maison des Avocats

Les services de la CARPA ont emménagé à la Maison des Avocats en mars 2020 et occupent 19% de la surface pour un loyer annuel en 2025 de 803 903 € ttc contre 800 822 € ttc en 2024.

Ce loyer est versé à la SCI MODA. La SCI MODA a été créée par l'Ordre des Avocats de Paris (51% des parts) et la CARPA (49% des parts).

### 2) Convention locale visant à assurer une défense de qualité aux bénéficiaires de l'aide juridique

Le Barreau de Paris a signé avec le président du tribunal judiciaire et le procureur de la République une convention dans le cadre des dispositions de l'article 91 du décret 91-1266 du 19 décembre 1991. Le Barreau de Paris s'engage à mettre en place une défense de qualité pour les bénéficiaires de l'aide juridique, majeurs ou mineurs, auteurs ou victimes. Ces actions regroupent les permanences pénales, permanences droit des étrangers, permanences hospitalisation sans consentement, permanences garde à vue, retenue et détention.

A ce titre, la CARPA perçoit une dotation complémentaire versée par le Ministère de la Justice destinée à rétribuer les avocats référents, rétribuer les permanences blanches, financer la différence entre les UV collectées et les forfaits réglés, couvrir les frais de fonctionnement de la CARPA, et notamment le standard garde à vue.

En 2025, la CARPA a reçu une dotation de 1 334 723 €, intégralement employée pour financer le standard garde à vue, les référents, les permanences blanches et une partie des charges indirectes du service accès au droit et à la justice de la CARPA.

### 3) Complément défense d'urgence

Dans le but d'améliorer la "défense d'urgence", un complément de 100 € HT est versé aux avocats à jour de leurs obligations de formation pour chaque permanence pénale "majeurs et mineurs" et permanence "réfèrent". Ce complément est destiné à contribuer à la formation continue des avocats. Il a représenté un total de 1 121 724 € sur l'exercice 2025.

### 4) Contrat d'assurance non représentation de fonds

Le contrat d'assurance non représentation de fonds a été renouvelé pour la période triennale 2023-2025. La prime annuelle s'élève à 750 000 €, et une ristourne de 50 000 € a été perçue en 2025. Chaque sinistre est garanti à hauteur de 35 000 000 €. La franchise s'élève à 600 000 € par an pour l'ensemble des sinistres.

Un dépôt de garantie de 600 000 € par an est versé. Un rappel de prime de 300 000 € ht maximum est prévu en cas de dérive de la sinistralité constatée à la fin de période triennale.

Au cours de l'exercice 2025, deux nouveaux sinistres en non représentation de fonds ont été déclarés. Au 31/12/2025, 12 sinistres sont provisionnés dans les comptes de la CARPA pour un total de 2 428 942 €. L'évolution des sinistres en cours pendant l'année 2025 a nécessité d'ajuster à la hausse le niveau de provision de 141 190 €, sur la base des informations transmises par notre courtier.

### 5) Produits financiers

L'évolution des marchés de taux très favorables en 2025 a permis à la CARPA d'obtenir des rémunérations en forte hausse sur les placements, notamment sur les bons de capitalisation et sur les comptes à terme. La CARPA a totalisé 73 M€ de produits financiers en 2025 contre 79 M€ en 2024.

### 6) Participation de la CARPA aux missions d'intérêt collectif dans le cadre de l'article 235-1 (décret du 27 novembre 1991)

Au titre de l'exercice 2025, la CARPA a provisionné dans ses comptes une participation aux missions d'intérêt collectif de la profession dans le cadre de l'article 235-1 à hauteur de 8 550 000 € pour la prévoyance, et de 5 894 369 € pour contribuer aux dépenses informatiques, du service du vestiaire des avocats, du service de la formation continue, du service social et de la prévoyance payés par l'Ordre des Avocats de Paris.

### 7) Projet eMDF

La CARPA a poursuivi en 2025 le développement du logiciel eMDF pour la gestion des managements de fonds, en partenariat avec l'UNCA. Le budget total du projet est estimé à 7 585 432 €, réparti entre la CARPA et l'UNCA. Le montant de l'immobilisation eMDF activée à la CARPA s'élève à 3 583 239 € au 31 décembre 2025. Le total des dotations aux amortissements sur le logiciel eMDF au 31 décembre 2025 s'élève à 1 194 413 euros pour la CARPA. Les autres dépenses comptabilisées en charge pour ce projet s'élèvent à 1 694 985 euros en 2025 (hors dotations aux amortissements).

## Événements postérieurs à la clôture de l'exercice :

La CARPA n'a pas connaissance d'événements significatifs postérieurs à la clôture pouvant impacter les comptes de l'exercice 2025..

# Règles & Méthodes Comptables

CARPA

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Edition du 22/04/26  
Devise d'édition EURO

L'exercice clôturé au 31/12/25 présente un montant total du bilan de 2 672 598 347 €  
et dégage un excédent de 31 814 082 €.

## Règles et méthodes comptables

Il a été fait application du règlement 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC 2014-03 et du règlement ANC 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement 2018-06 (précisé et amendé par le règlement 2020-08 et 2021-02) du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes d'un exercice comptable à l'autre, indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes.

## Changement de réglementation comptable

Les règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers, sont applicables de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Cette première application constitue un changement de réglementation comptable. Les dispositions des règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Le bilan et le compte de résultat sont présentés conformément aux nouveaux modèles figurant dans le règlement ANC N°2023-03. Afin de présenter le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent selon les nouveaux modèles, des reclassements entre les rubriques ou les postes du bilan ou du compte de résultat ont été effectués :

- Le poste « Charges constatées d'avance » avant présenté dans le poste divers de l'actif circulant est reclassé dans les créances de l'actif circulant.
- Les rubriques de produits exceptionnels : sur opérations de gestion, sur opérations en capital et reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges, sont supprimées. Les produits exceptionnels apparaissent désormais sur une seule ligne, « Total des produits exceptionnels ». Aucun produit exceptionnel n'a été constaté au cours de l'exercice 2025.
- Les rubriques de charges exceptionnelles : sur opérations de gestion, sur opérations en capital et dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions, sont supprimées. Les charges exceptionnelles apparaissent désormais sur une seule ligne « Total des charges exceptionnelles ». Aucune charge exceptionnelle n'a été constatée au cours de l'exercice 2025.

Ce changement de méthode n'a donc pas d'impact significatif sur les comptes de la CARPA.

## IMMOBILISATION

### Immobilisations corporelles Immeubles :

Les actifs immobiliers ont été évalués au 1er janvier 2000 à leur valeur d'utilisation en tenant compte de leur vocation à des missions de service public et de leur inaliénabilité de fait. La réévaluation, d'une valeur de 19 437 558 euros a été enregistrée en fonds propres.

Les actifs immobiliers ont fait l'objet d'une décomposition suivant les directives du nouveau règlement ANC 2016-07 relatif à la comptabilisation, l'amortissement et la dépréciation des actifs. Les éléments suivants sont notamment pris en compte :

- mise en évidence du coût d'achat des terrains,
- décomposition des actifs en distinguant les éléments constitutifs ayant une durée d'utilisation différente devant faire l'objet d'un plan d'amortissement propre,
- les valeurs résiduelles ne sont pas déduites de la base amortissable, en raison de l'absence de politique de cession avant la fin de la durée de vie des biens immobilisés.

# Règles & Méthodes Comptables (suite)

CARPA

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Edition du 22/04/26  
Devise d'édition EURO

Les composants retenus et la durée d'amortissement associée sont présentés dans le tableau ci-dessous :

composants	durée d'amortissement en années	répartition de la valeur de la construction
façade, étanchéité, couverture	25	15%
IGT (chauffage-climatisation, ascenseurs, électricité, plomberie)	20	25%
gros oeuvre		
- qualité de construction d'avant 1945	100	60%
- qualité de construction d'après 1945	50	60%

## Immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles meubles :

Les immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles meubles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

L'application des règlements sur les actifs n'a pas apporté de modifications dans la présentation de ces comptes. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation libre ou légale.

Les amortissements sont calculés en fonction de leur durée normale d'utilisation et selon le mode linéaire :

- logiciels	2 à 3 ans
- installations générales, agencements, aménagements	6 à 10 ans
- matériel de transport	4 ans
- matériel de bureau	5 à 10 ans

## Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## Immobilisations financières :

Les placements moyen-long terme, les titres de participation et les créances rattachées sont comptabilisées à leur valeur nominale. Sur les titres détenus dans des sociétés civiles, une dépréciation est constatée quand la quote-part de situation nette est inférieure à la valeur comptable. Cette dépréciation est constatée prioritairement sur les titres, puis sur les créances rattachées.

Dépôts de garantie : il est constaté une dépréciation du dépôt de garantie au titre de l'assurance non représentation de fonds. Cette dépréciation est dotée à hauteur de l'estimation par l'assureur du montant des sinistres connus à la clôture de l'exercice et qui restera à la charge de la CARPA.

## Valeurs mobilières de placement :

Les placements sont enregistrés selon la méthode "premier entré premier sorti". Une dépréciation est constatée, si, à la date de clôture, la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## Provisions pour risques et charges :

Les provisions pour risques et charges sont estimées conformément au règlement ANC 2016-07 sur les passifs et comprennent notamment les éléments suivants :

- provisions pour prud'hommes et autres litiges : elles sont estimées en fonction des demandes et de l'avancement des procédures.
- provision pour retraite complémentaire à prestations définies : le passif social non couvert par la valeur du fonds collectif dans lequel la CARPA a effectué des versements est provisionné à 100%.
- provision allocation Poignard, déterminée sur la base des hypothèses suivantes :
  - une rente à un taux d'actualisation revu annuellement,
  - un montant annualisé des versements trimestriels aux bénéficiaires,
  - l'âge des bénéficiaires,
  - table statistique INSEE publiée en 2010.

# Règles & Méthodes Comptables (suite 2)

CARPA

Période du	01/01/25	au 31/12/25
Edition du	22/04/26	
Devise d'édition	EURO	

## Ecart de conversion

Les soldes monétaires libellés en devises sont convertis en fin d'exercice au taux de clôture.

À la date d'arrêté des comptes, lorsque l'application du cours de conversion a pour effet de modifier les montants en Euros précédemment comptabilisés, les différences de conversion sont inscrites au passif du bilan lorsque la différence correspond à un gain latent et à l'actif du bilan lorsque la différence correspond à une perte latente.

## Engagements hors bilan :

### **indemnités de fin de carrière**

Le code du travail ou la convention collective dont dépend l'entité prévoit des indemnités de fin de carrière. Les engagements sociaux de la CARPA n'ont pas fait l'objet d'une évaluation à ce jour. Il est à noter que la CARPA verse une cotisation à KERALIS, qui prend en charge les indemnités de départ des salariés.

### **retraite complémentaire à prestations définies**

Le montant du passif social s'élève à 262 741 euros au 31/12/2025. Il est calculé en tenant compte :

- d'une rente de 5% du salaire au terme
- des salaires annuels par salarié en intégrant un taux de progression de 3% des salaires à venir projetés au moment du départ à la retraite de la population concernée
- l'ancienneté des salariés
- la probabilité de maintien dans la structure et de survie (table TPG) jusqu'à la retraite
- d'un taux d'actualisation de 3,3%.

Ce passif est couvert par un fonds collectif dans lequel la CARPA a effectué un versement initial.

## Objet social :

La CARPA a pour objet, sous la responsabilité du Barreau de Paris représenté par le Bâtonnier et le Conseil de l'Ordre :

- de recevoir en qualité de dépositaire les fonds, effets et valeurs mentionnés à l'article 53-9° de la loi du 31 décembre 1971 et de procéder aux règlements pécuniaires liés à l'activité professionnelle des avocats conformément aux dispositions du 27 novembre 1991 et de l'arrêté du 5 juillet 1996 ;
- de participer à la garantie du justiciable notamment par un contrôle des comptes et par la souscription ou le financement des polices d'assurance à son profit ;
- d'assurer la gestion de la dotation versée par l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle en application de la loi 91-647 du 10 juillet 1991 et du décret n°91-1366 du 19 décembre 1991 ;
- de participer au financement de la formation professionnelle des avocats et des futurs avocats ;
- de participer dans le cadre des dispositions autorisées par les Pouvoirs Publics au régime de prévoyance des avocats et des anciens avocats et d'octroyer des secours exceptionnels aux avocats et à leur famille ;
- de permettre la mise en oeuvre de toutes mesures propres à faciliter l'accès à la justice et son fonctionnement et de contribuer à la promotion de la profession d'avocat ;
- d'assurer toutes activités d'intérêt collectif destinées à faciliter l'exercice des missions des avocats ;
- de fournir notamment à l'Ordre des Avocats au Barreau de Paris les moyens matériels et financiers nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Immobilisations

CARPA

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Edition du 22/04/26  
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement	3 840 493		515 352
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :	3 840 493		515 352
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	4 745 465		
Constructions sur sol propre	14 315 035		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	709 532		
Installations techniques et outillage industriel	5 111		
Installations générales, agencements et divers	1 106 496		
Matériel de transport	8 135		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	210 565		64 901
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	21 100 339		64 901
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	43 791 391		578 773
Autres titres immobilisés	527 847 571		20 466 610
Prêts et autres immobilisations financières	15 219 718		3 563 865
TOTAL immobilisations financières :	586 858 680		24 609 248
TOTAL GÉNÉRAL	611 799 511		25 189 502

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement		504 687	3 851 158	
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :		504 687	3 851 158	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			4 745 465	
Constructions sur sol propre			14 315 035	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales			709 532	
Install. techn., matériel et out. industriels			5 111	
Inst. générales, agencements et divers			1 106 496	
Matériel de transport			8 135	
Mat. de bureau, informatique et mobil.		40 574	234 892	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		40 574	21 124 666	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations		2 891 998	41 478 166	
Autres titres immobilisés		111 094 771	437 219 410	
Prêts et autres immo. financières		7 401 607	11 381 977	
TOTAL immobilisations financières :		121 388 376	490 079 552	
TOTAL GÉNÉRAL		121 933 638	515 055 376	



# Amortissements

CARPA

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
 Edition du 22/04/26  
 Devise d'édition EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	799 528	1 194 413		1 993 941
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>	<b>799 528</b>	<b>1 194 413</b>		<b>1 993 941</b>
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	8 108 086	90 174		8 198 260
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	534 859	46 884		581 743
Installations techn. et outillage industriel	5 111			5 111
Inst. générales, agencements et divers	1 106 496			1 106 496
Matériel de transport	8 135			8 135
Mat. de bureau, informatique et mobil.	167 407	39 279	40 574	166 112
Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>	<b>9 930 094</b>	<b>176 337</b>	<b>40 574</b>	<b>10 065 857</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>10 729 622</b>	<b>1 370 750</b>	<b>40 574</b>	<b>12 059 798</b>

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	1 194 413		
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>	<b>1 194 413</b>		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre	90 174		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	46 884		
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	39 279		
Emballages récupérables et divers			
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>	<b>176 337</b>		
Frais d'acquisition de titres de participations			
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>1 370 750</b>		

# Provisions Inscrites au Bilan

CARPA

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
 Edition du 22/04/26  
 Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>				

Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges	452 804         327 000		117 641	335 164         327 000
<b>PROV. POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>779 804</b>		<b>117 641</b>	<b>662 164</b>

Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation	152 3 274 963	147 600	6 410	152 3 416 154
<b>PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION</b>	<b>3 275 116</b>	<b>147 600</b>	<b>6 410</b>	<b>3 416 306</b>

<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>4 054 920</b>	<b>147 600</b>	<b>124 050</b>	<b>4 078 470</b>
----------------------	------------------	----------------	----------------	------------------

# État des Échéances des Créances et Dettes

CARPA

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
 Edition du 22/04/26  
 Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<b>DE L'ACTIF IMMOBILISÉ</b>			
Créances rattachées à des participations	41 188 952		41 188 952
Prêts	230 968		230 968
Autres immobilisations financières	11 151 009		11 151 009
<b>TOTAL de l'actif immobilisé :</b>	<b>52 570 928</b>		<b>52 570 928</b>
<b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 606	5 606	
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée			
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers	42 288	42 288	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	599 955	599 955	
<b>TOTAL de l'actif circulant :</b>	<b>647 849</b>	<b>647 849</b>	
<b>CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>	778 709	778 709	

<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>53 997 487</b>	<b>1 426 559</b>	<b>52 570 928</b>
----------------------	-------------------	------------------	-------------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	2 411 924 838		2 411 924 838	
Emprunts et dettes financières divers	5 382		5 382	
Fournisseurs et comptes rattachés	3 488 395	3 488 395		
Personnel et comptes rattachés	995 477	995 477		
Sécurité sociale et autres organismes	858 070	858 070		
Impôts sur les bénéfices	1 872	1 872		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	6 436 372	6 436 372		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	7 356 083	7 356 083		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				

<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>2 431 066 489</b>	<b>19 136 269</b>	<b>2 411 930 220</b>	
----------------------	----------------------	-------------------	----------------------	--

## Nature des titres de placement

CARPA

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Edition du 22/04/26  
Devise d'édition EURO

---

### Les placements de fonds propres ou reçus de tiers figurant au bilan sont de plusieurs natures :

1)

Des placements à court terme sur le marché monétaire ou assimilés destinés à maintenir la liquidité de la trésorerie. La nature de ces placements effectués auprès de banques de première catégorie permet de garantir aussi bien leur capital que leur rendement par une indexation proche de l'ESTER, mais en contrepartie de la liquidité, les taux sont relativement faibles.

Au 31 décembre 2025, le montant de ces placements s'élève à 493 846 426 €.

2)

Des placements à moyen terme souscrits auprès de banques de première catégorie, comprenant une garantie en capital et une garantie de rendement minimum.

Au 31 décembre 2025, le montant de ces placements s'élève à 1 668 185 178 €.

3)

Des placements à moyen terme de type obligataire, qui ont été confiés à des gérants de portefeuille, filiales des grandes banques françaises.

Ces placements varient en fonction des fluctuations des marchés financiers. Ils comportent, outre un rendement minimum garanti et une garantie en capital, une participation à la performance d'un placement sous-jacent.

En cours de vie, la valeur liquidative évolue selon un schéma de type obligataire. Les variations de ces valeurs liquidatives n'apparaissent qu'en cas de cession.

Ces placements ont pour but de rechercher un rendement plus élevé que le taux du monétaire pour permettre de couvrir les charges courantes de la CARPA et d'assurer ses obligations financières telles qu'elles sont définies dans l'article 235-1 du décret du 27 novembre 1991. Ils s'élèvent à 440 159 715 € au 31 décembre 2025.

Charges à Payer

CARPA

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Edition du 22/04/26  
Devise d'édition EURO

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 058 440
Dettes fiscales et sociales	1 443 953
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	7 271 745
TOTAL	9 774 138

Les "dettes fournisseurs et comptes rattachés" concernent principalement des factures de permanences accès au droit en cours de règlement (ainsi que la prise en compte du complément défense d'urgence versé sur 2025), de charges de copropriété et de commissariat aux comptes.

Les dettes fiscales et sociales se composent principalement des provision RTT/CET (réduction du temps de travail / compte épargne temps) et aux charges sociales correspondantes, ainsi que l'intéressement des salariés.

Le poste "autres dettes" correspond au versement 2025 à l'Ordre des Avocats de Paris de l'article 235-1.

Produits à Recevoir

CARPA

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Edition du 22/04/26  
Devise d'édition EURO

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
<b>Immobilisations financières</b> Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières	3 169 436
<b>Créances</b> Créances clients et comptes rattachés Personnel Organismes sociaux État Divers, produits à recevoir Autres créances	202 039
<b>Valeurs Mobilières de Placement</b>	138 250 945
<b>Disponibilités</b>	26 011
<b>TOTAL</b>	<b>141 648 431</b>

Les produits à recevoir sur les immobilisations financières correspondent aux intérêts courus acquis sur titres immobilisés.  
Les produits à recevoir sur VMP correspondent aux intérêts courus acquis des comptes à terme et contrats de capitalisation.  
Les produits à recevoir divers correspondent à des plus values sur les placements des fonds reçus au titre de l'AJ.

Charges et Produits Constatés d'Avance

CARPA

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Edition du 22/04/26  
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	778 709	
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	778 709	

Les charges constatées d'avances concernent entre autres, la cotisation UNCA 2026 réglée sur 2025, les locations d'ordinateurs, de photocopieurs et les abonnements auprès de société d'archivage qui ont été payés d'avance à la clôture de l'exercice.

Détail des Produits Exceptionnels et Charges Exceptionnelles

CARPA

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Edition du 22/04/26  
Devise d'édition EURO

PRODUITS EXCEPTIONNELS	Montant	Imputé au compte

TOTAL		
-------	--	--

CHARGES EXCEPTIONNELLES	Montant	Imputé au compte

TOTAL		
-------	--	--



Tableau de variation des capitaux propres  
CARPA

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Edition du 22/04/26  
Devise d'édition EURO

Rubriques		Fonds propres au 01/01/2025	Affectation Résultat 2024	autres résolutions de mai 2025	Fonds propres 01/01/2026
Ecart <sup>s</sup> réévaluation	105501	19 437 558,44		0,00	19 437 558,44
Réserve foncière disponible	106883	20 216 027,61	9 586 527,57	2 834 380,31	32 636 935,49
Réserve évolutions technologiques	106880	23 572 775,23	9 586 527,57	-564 657,41	32 594 645,39
Réserve couverture risque solvabilité	106891	40 060 540,29	19 173 055,15	0,00	59 233 595,44
Réserve solidarité	106892	4 288 987,00		-74 430,00	4 214 557,00
Réserve missions art 235-1 budgétées	106893	26 188 017,00		1 601 766,00	27 789 783,00
Report à nouveau	110001	36 718 605,83		-3 797 058,90	32 921 546,93
sous-total		170 482 511,40	38 346 110,29	0,00	208 828 621,69
résultat 2025					31 814 082,26
TOTAL FONDS PROPRES		170 482 511,40			240 642 703,95

Fonds de tiers

CARPA

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Edition du 22/04/26  
Devise d'édition EURO

Fonds détenus pour le compte de tiers (maniements de fonds)

La CARPA assure au 31/12/25 la gestion de fonds de tiers à concurrence des montants ci-après :

Dépôts en euros	2 415 420 457
Dépôts en US dollars	1 921 452
Dépôts en livres sterling	264 846
Dépôts en francs suisses	470 980
Dépôts en dollars canadiens	393
Dépôts en Riyal saoudien	355 546

Ces fonds sont inscrits, conformément aux dispositions légales, dans un compte ouvert à la BNP PARIBAS, au nom de l'ensemble des avocats, déposants pour le compte de leurs clients.

En outre, la CARPA a reçu des clients d'avocats des fonds séquestrés à moyen ou long terme qui sont placés directement au nom desdits clients (comptes individuels ou FCP monétaires).

Au 31/12/25, l'ensemble de ces dépôts s'élève à 775 M€ en comptes rémunérés, 102 M€ et 14 M\$ en DAT.

Fonds gérés au titre de l'aide juridictionnelle

Les fonds reçus de l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle, de la garde à vue, de l'organisation de la médiation et de la composition pénale sont constatés par des flux de comptes de tiers qui n'impactent pas le résultat de la CARPA.

Les fonds reçus au cours de l'exercice clos le 31/12/25 à ce titre s'élèvent à 58 555 800 €, le solde est constaté au passif pour un montant de 6 252 685 €.

## Engagements Financiers

**CARPA**

Période du 01/01/25 au 31/12/25

Edition du 22/04/26

Devise d'édition EURO

ENGAGEMENTS DONNÉS	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions, retraites et indemnités	
Autres engagements donnés :	

TOTAL		
-------	--	--

ENGAGEMENTS RECUS	Montant
Avals et cautions et garanties	
Autres engagements reçus :	

TOTAL		
-------	--	--

Effectif Moyen

CARPA

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Edition du 22/04/26  
Devise d'édition EURO

EFFECTIFS	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Employés	6	
Agents de maîtrise et techniciens	25	
Cadres	27	4
TOTAL	58	4

Honoraires des commissaires aux comptes (article R123-198 du code de commerce)

Les honoraires des trois cabinets de commissariat aux comptes intervenant au titre de la mission de contrôle des managements de fonds, de la mission de contrôle de l'aide juridictionnelle et de la mission générale de commissariat aux comptes, provisionnés ou versés au titre de l'exercice 2025, s'élèvent à 174 375 euros TTC.

Rémunération des dirigeants

Indemnités en honoraires versée au secrétaire général et au trésorier : 216 000 euros TTC

Liste des Filiales et Participations

CARPA

Période du 01/01/25 au 31/12/25  
Edition du 22/04/26  
Devise d'édition EURO

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Réserves et RAN avant affecta° resultat	Quote-part du capital détenue en pourcentage	Valeurs comptables titres détenus Brute	Valeurs comptables titres détenus Nette	Prêts & avances consentis par la société non remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par société au cours exercice
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONC. LES FILIALES ET PARTICIPATIONS										
	1 000	381 169	49	490	490	34 948 753		3 559 461	381 169	
	1 000	(5 935)	49	490	490	6 576 651		1 527 636	(6 935)	
	1 149 000	95 351	19,58	225 000	225 000			57 713	49 026	9 300
	1 524	(9 065 973)	10	152		932 710		119 265	(101 435)	
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONC. LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPAT°	1 705 905	428 897	10,72	63 082	63 082			115 682	105 264	11 520
1. filiales non reprises en A:										
- françaises										
- étrangères										
2. participations non reprises en A:										
- françaises										
- étrangères										